

Programme ...

Questionnements	Objectifs d'apprentissage
X. Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?	1) Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée). (= Introduction) 2) Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques). (= B) 3) Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe). (= A) 4) Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires. (= C)

...et plan

Introduction :

→ *L'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée)*

<u>A. constats : idéal type de l'individu engagé...</u> <i>A.1. L'engagement politique dépend notamment de variables démographiques (âge et génération, sexe) ...</i> <i>A.2. ... et sociales (P.C.S., diplômes...)</i> → Bilan : Il existe un profil, portrait-robot de l'individu engagé. S'engager suppose des ressources socio-démographiques qui construisent l'engagement politique, l'individu engagé.	<u>B. ... et engagement collectif ? problème(s) de l'action collective...</u> <i>B.1. Malgré le paradoxe de l'action collective...</i> <i>B.2. ...les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques).</i> → Bilan : L'individu engagé peut-être un individu rationnel et donc stratège dans son choix d'engagement. Le cadre dans lequel il agit n'est pas neutre.	<u>C. Une expression du changement social : les N.M.S. comme éclairage pertinent ?</u> <i>C.1. Constats et causes : les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires...</i> <i>C.2. ... pour une vision dynamique : des faits et des chiffres éclairants (?)</i> <i>C.3. ... qui n'excluent pas une vision structurelle de l'engagement politique.</i> → Bilan : Les transformations du cadre social sont à la fois la conséquence mais aussi la cause de l'engagement politique.
---	--	---

Introduction :

L'engagement politique* prend des formes variées
(Vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).

Proportions des « engagés » au sein de la population enquêtée
(En %)

Je participe à la vie locale de ma commune en faisant partie d'une association	Je fais partie d'une association de défense d'intérêts	Je milite dans un mouvement politique hors parti	Je milite dans un parti politique	Je milite dans un syndicat	Je pratique une activité bénévole
15	11	3	2	7	15

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus.

Source : Enquête « Histoire de vie – Construction des identités », INSEE, 2003.

Q.1. Interprétez explicitement la première donnée du tableau

Q.2. Qu'est-ce qui relève selon vous de l'engagement politique ? Quel acte vous semble plus le plus caractéristique de l'engagement individuel ou collectif dans une **démocratie représentative*** ?

Q.3. A l'aide d'un exemple factuel passé ou présent montrez que chacun de ces engagements a pu influencer le fonctionnement du système politique*.

Q.4. A l'aide de données chiffrées contestez la prénotion d'un engagement politique qui se limiterait à la figure du militant.

Q.5. Peut-on « imaginer » alors d'autres formes d'engagement ?

➔ **Travail** : rédigez sur le thème de « **L'engagement politique*** prend des formes variées » une synthèse à présenter à l'oral à partir des deux documents (ci-dessus et ci-dessous).

Document

La participation politique désigne l'ensemble des activités d'ordre politique que peuvent avoir les individus au sein d'une société. [...] Philippe Braud définit la participation politique ainsi : « ensemble des activités, individuelles ou collectives, susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique ». [...]

La participation politique conventionnelle désigne toutes les activités politiques qui se déroulent dans un cadre légal sans remettre en cause la légitimité du système (le vote, l'engagement politique dans un parti, la participation à une campagne électorale, mais aussi, plus prosaïquement, la participation à une discussion politique ou le suivi de l'actualité politique dans les médias).

La participation non conventionnelle renvoie à toutes les formes de participation protestataire qui se situent aux marges, voire en rupture de la légalité et qui mettent en cause la légitimité du système (la manifestation, la grève, voire les actions violentes de casseurs, l'occupation illégale de locaux, la prise d'otage de patron d'usine).

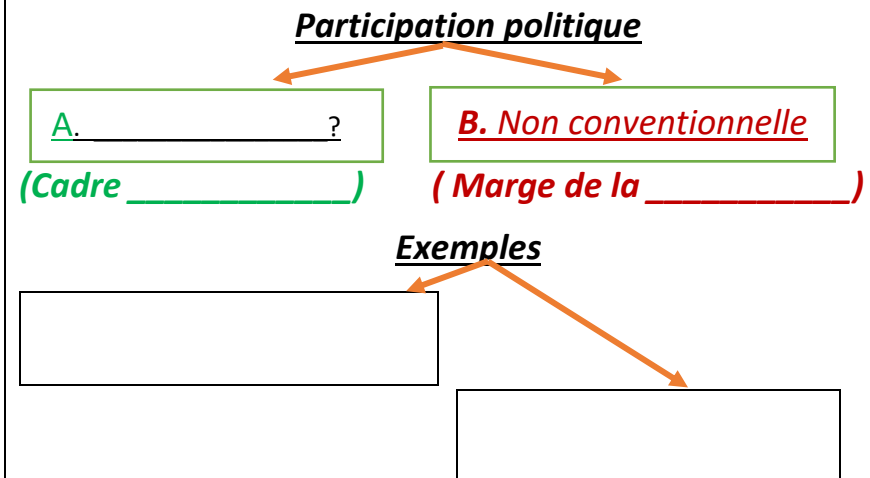
Cette distinction peut cependant être critiquée :

- D'une part, **les frontières entre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas changent** selon les époques et les lieux. A titre d'exemple, la manifestation est rarement tolérée dans les dictatures, elle prend donc des chemins détournés (un enterrement peut être un prétexte à manifester comme on a pu le voir lors du printemps arabe de 2011).
- D'autre part, **les frontières entre légalité et illégalité ne sont pas étanches**. Dans certains cas, les militants ou les dirigeants politiques peuvent être amenés à commettre des actions illégales (collage sauvage d'affiches, recours à des financements occultes).

Source : Le politiste – Blog Lepolitiste.com

1. Quel est le point clef permettant de repérer une participation politique ? Pourquoi existe-t-il des voies multiples pour y parvenir ?

2. (Re)Construire et compléter le schéma :



Exemple à classer :

1.Grèves ; 2. Occupation de locaux ; 3. Vote ;
4.Adhérer au comité de quartier ; 5.Sit-in dans la rue ; 6. Refuser / rendre des décorations ; 7. Ne pas respecter un couvre-feu ; 8.Graffitis « sauvages » féministes ; 9.Rencontrer un élu ; 10.Faire la grève de la faim ; 11.Manifester ; 12.Distribuer des tracts ; 13.Financer un parti ; 14.Être candidat à une élection ; 15.Participer à un meeting 16. Boycott d'une marque ou des produits d'une région, d'un pays (ou les privilégier)

Note : Précisez par * si individuelle et par ** si collective.

3. En quoi le cas, notamment, de la manifestation (ex. 1^{er} Mai ou Mai 68 ; Gilets jaunes ou Infirmiers/ières) montre la difficulté d'une classification figée ?

Montrez à l'aide d'exemple les différentes formes de l'engagement politique

Election de M. E. Macron	Association L214*	Loi sur les retraites
Engagement associatif	Loi sur la parité	Réduction voire arrêt de la consommation de viande selon les ménages
Loi contre le mauvais traitement des animaux d'élevage	Vote	Consommation engagée
Mouvements féministes	Obligation pour les cantines des écoles publiques d'un repas végétarien	Militantisme

*L214 est une association de défense des animaux utilisés comme ressources alimentaires (viande, lait, œufs, poissons)

→ Retracer le chemin de l'action (engagement) politique à l'impact sur le cadre socio-politique en y associant un mode d'engagement

→ En quoi peut-il y avoir des formes qui se superposent ? Y A-t-il un caractère systémique des formes d'engagement ?

Ex.

BT : Qui sont les acteurs de l'engagement politique ?

Cela relève-t-il d'une personnalité (volontarisme, sensibilité compassionnelle, goût du pouvoir...) ou de facteurs sociaux ?

A. constats : idéal type de l'individu engagé...

A.1. L'engagement politique dépend notamment de variables démographiques (âge et génération, sexe)

Les déterminants des engagements selon les organisations : variables démographiques, genre...

	Associations locales	Associations de bénévoles (loisirs)	Associations de défense d'intérêts	Mouvements	Partis*	Syndicats	Ensemble
	15	15	11	2	2	7	100
Sexe							
Hommes	49	50	51	59	70	73	48
Femmes	51	50	49	41	30	27	52

*Les faibles effectifs des militants dans les partis invitent à prendre avec prudence certains des résultats statistiques.

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus ayant répondu positivement aux variables relatives aux engagements. La colonne de droite fait apparaître les chiffres pour l'ensemble des individus concernés par l'enquête.

Source : Enquête "Histoire de vie – Construction des identités", INSEE, 2003.

Document

La sous-représentation des femmes parmi les candidats en position éligible s'explique d'abord par le fait que « **les hommes** sont objectivement **mieux dotés** que les femmes dans la course à l'investiture ». En effet, lorsqu'ils s'engagent dans cette compétition, les hommes sont, plus souvent que les femmes, des professionnels de la politique (**sortants ou cumulant plusieurs mandats**), ce qui leur donne objectivement plus de chances de gagner l'élection: ils sont **déjà connus** des électeurs et de la presse, ils **disposent d'un réseau** de soutiens politiques aux niveaux local et national et ont acquis préalablement les ficelles du métier politique, notamment **l'art de faire campagne** (animer des réunions électorales, tracter dans les marchés ...). Les élites des partis tendent donc à les sélectionner au détriment des **femmes**, plus souvent **novices en politique**. On voit ici à quel point l'hégémonie masculine du champ politique s'auto-entretient : le fait de détenir déjà du pouvoir augmente les chances d'en accumuler davantage.

Mais l'exclusion des femmes des candidatures n'est pas seulement le reflet du déficit « objectif » de ressources politiques des femmes. Si les procédures de sélection sont biaisées au profit des hommes, c'est aussi parce qu'elles sont imprégnées d'un certain nombre de **stéréotypes sexués** ; les instances qui recrutent les candidats tendent en effet à associer le métier politique à des qualités pensées comme **viriles** : **charisme, disponibilité, aisance oratoire, combativité, maîtrise technique** par exemple. Il est ainsi couramment postulé (plus ou moins consciemment) que les femmes seront moins capables de résister physiquement et mentalement au combat électoral, de parler en public, de s'extraire de leur vie privée ou de susciter le respect des électeurs.

Laure BERENI, Sébastien CHAUVIN, Alexandre JAUNAIT, Anne REVILLARD,
Introduction aux gender studies. Manuel des études sur le genre, De Boeck Université, coll. Ouvertures politiques, 2008.

Q.1. Dans quels domaines l'écart d'engagement est-il le plus important ? Mesurez-le. **Q.2.** Associer les « ressources » dont disposeraient les hommes à ces formes de capitaux* : culturel, économique, social et symbolique. **Q.3.** En quoi la **socialisation*** différenciée (primaire et secondaire) participe à une forme de **reproduction sociale*** dans la représentation politique et l'engagement (aspects quantitatifs et qualitatifs) **Q.4.** Expliquez la phrase soulignée. Pourquoi est-il difficile de remettre en cause un système de valeurs ?

➔ <https://www.youtube.com/watch?v=jULisPCscA> ; <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/man1632394509/quand-eric-zemmour-s-attaquait-a-la-feminisation-de-la-societe>

...âges et générations.

L'**âge** situe une personne à un *moment* donné de sa vie, par rapport au nombre d'**années** qu'elle a **vécues**. La génération (on emploie parfois le mot "**cohorte**") situe la personne par rapport à *une année de naissance*. Dans le sens le plus courant, une génération regroupe plusieurs années, la "**génération 68**" (en fait celle qui avait environ 20 ans à cette époque), par exemple. On change d'âge chaque année mais jamais de génération : l'âge est une photographie à un moment donné, la génération raconte une histoire, c'est un film. [...]

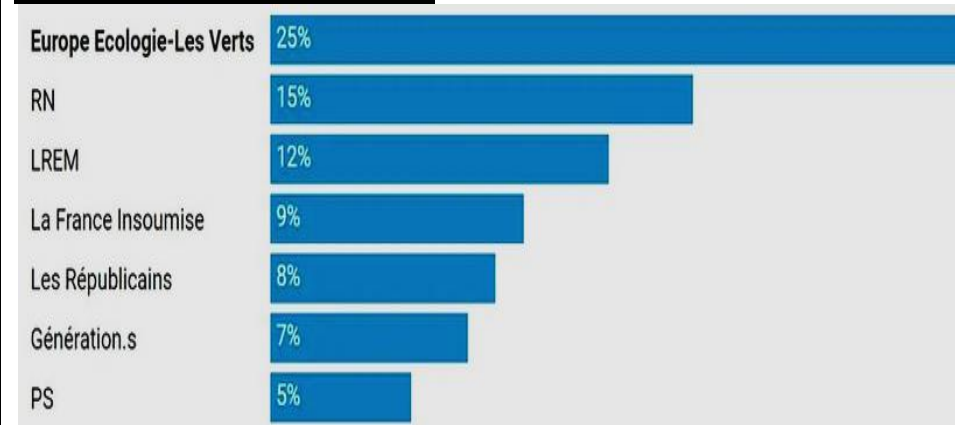
Deux erreurs classiques sont souvent commises à propos de ces concepts. **La première** est de considérer que l'âge est une donnée fixe dans le temps. Les **sexagénaires des années 2010 ont des modes de vie et une place dans la société différents de ceux des années 1950**. Le "vieillessement" mis en avant en observant la part des plus de 60 ans sur plusieurs décennies doit être nuancé : les "vieux" d'aujourd'hui le sont en quelque sorte moins qu'hier. Il en est de même pour les jeunes, un âge dont on saisit mal d'ailleurs les frontières. Comme le niveau de vie, l'âge est donc une donnée relative à un contexte général. Entre la fin des années 1970 et la fin des années 2000, l'âge moyen de la population a augmenté de 5 ans, de 35 à 40 ans.

La seconde erreur est de considérer une génération comme un bloc, car à l'intérieur d'une génération donnée, les moyennes masquent souvent d'énormes différences. Les générations nées après 1960 ont connu la montée du chômage, mais avec des conséquences très inégales suivant les **milieux sociaux**. Il en est de même pour l'âge : à 25 ans aujourd'hui, les inégalités sont massives en fonction des parcours scolaires des jeunes.

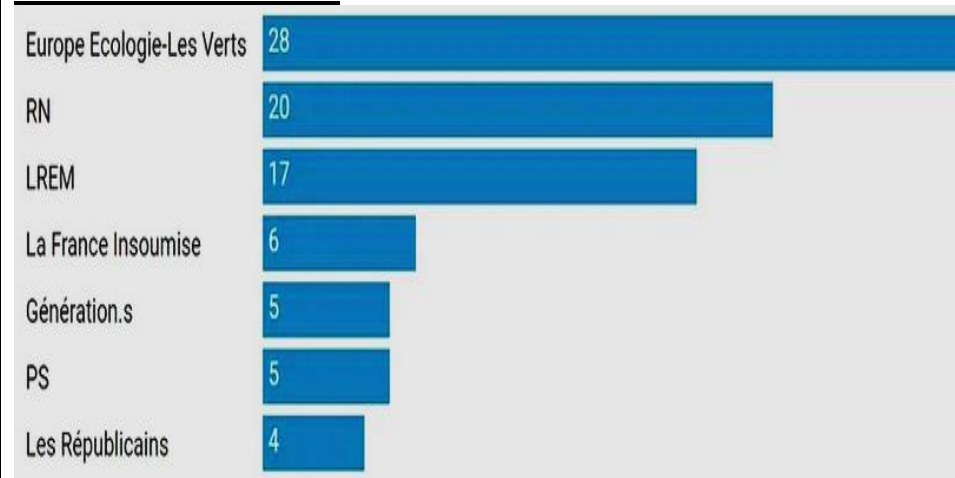
<http://www.observationsociete.fr/definitions/age-et-generation-2.html>

Q.1. Connaissez-vous des motifs liés au mouvement de « Mai 68 » ? En quoi ce mouvement a-t-il pu « inspirer » un engagement politique durable pour cette **génération** (contestataires et « réactionnaires ») ? Quelles ont été les cohortes les plus marquées ? En quoi cela peut-aussi se transmettre à des cohortes à venir ? Grâce à quelles institutions ? **Q.2.** A quelle période

Le vote des 18 – 24 ans...



...et des 25 - 34 ans.



Source : Ipsos / Sopra Steria pour Radio France et FTV - Radio France – 2020.

associez-vous la société de **consommation de masse*** ? En quoi la question du maintien du pouvoir d'achat a-t-elle pu s'inscrire facilement à l'**agenda politique*** ? **Q.3.** Faire une phase avec la 1^{ère} donnée des tableaux. Mesurez l'écart. Connaissez-vous des faits qui ont pu inciter les cohortes des années 1986 à 2002 à se mobiliser davantage pour des partis écologiques **Q.4.** La génération est-elle déterminante quant au fait de se mobiliser ou quant aux motifs/objets de mobilisation ?

A.2 ... et de variables sociales (P.C.S., diplôme...).

Les déterminants des engagements selon les organisations : variables sociales

	Associations locales	Associations de bénévoles (loisirs)	Associations de défense d'intérêts	Mouvements	Partis*	Syndicats	Ensemble
	15	15	11	2	2	7	100
Professions et catégories socio-professionnelles							
Agriculteurs	10	4	5	2	11	5	5
Artisans, commerçants	10	5	7	4	3	10	6
Cadres et prof. intell. sup.	15	19	25	27	15	17	9
Professions inter-médiaires	23	28	29	27	32	28	15
Employés	23	23	12	12	20	19	28
Ouvriers	13	12	15	10	17	12	26
Inactifs	6	9	7	18	2	9	11

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus ayant répondu positivement aux variables relatives aux engagements. La colonne de droite fait apparaître la composition (structure) de la population enquêtée.

Source : Enquête "Histoire de vie – Construction des identités", INSEE, 2003.

Document

Le renouvellement politique de juin 2017 à l'Assemblée nationale a entraîné une forte augmentation de la part de femmes parmi les élus mais il ne s'est pas accompagné d'un renouvellement social. Si 4,6 % des députés sont **employés**, aucun n'est **ouvrier**, alors que **ces catégories représentent la moitié de la population active**, selon l'Institut Diderot. À l'inverse, **les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 76 % des élus, soit 4,4 fois plus que leur part dans la population active**. [...]

Il est bien difficile, quand on vient d'un milieu populaire, d'accéder à l'Assemblée nationale. Pour être candidat, il faut appartenir aux **réseaux** du pouvoir et tisser des liens qui dépassent la sphère politique (amis, relations de travail, etc.), **savoir et oser s'exprimer** en public. Il faut également pouvoir consacrer de longues heures à la politique au-delà de son **temps de travail** pour s'investir dans les réunions où les enjeux de pouvoir se décident. Les salariés les moins diplômés du secteur privé sont très défavorisés : en cas d'échec après un premier mandat, rien ne **garantit leur avenir professionnel**.

L'absence des milieux populaires résulte par ailleurs de deux grands facteurs : à la fois de l'effondrement du parti communiste (représentant historique de la classe ouvrière) et de l'embourgeoisement du parti socialiste, devenu un parti de diplômés. [...] **L'écart est considérable entre l'ampleur du débat suscité par l'absence des femmes au Parlement et celui, presque inexistant, sur la représentation des milieux populaires.**

<https://www.inegalites.fr/L-Assemblee-nationale-ne-compte-quasiment-plus-de-representants-des-milieux- 29/11/18>.

Q.1. Quel est le poids des ouvriers dans cette enquête ? Faites une phrase avec la donnée adéquate. **Q.2.** A partir du passage en gras vérifiez la qualité de l'échantillon de l'enquête **Q.3.** Faites une phrase comparant les catégories Cadres et Ouvriers en matière d'engagement dans les associations de défense d'intérêts **Q.4.** En quoi le diplôme peut être considéré comme une ressource ? De quelle(s) nature(s) ? Quelle P.C.S. doit-être avant tout rattachée au diplôme ? **Q.5.** Compte tenu de leur poids dans la population enquêtée, illustrez la **surreprésentation des Cadres** dans tous les engagements. **Q.6.** Dans quelle mesure est-ce rationnel pour les ouvriers de ne pas s'engager ?

Bilan : L'essentiel

Dans l'introduction : Définir l'engagement politique

- Les individus peuvent s'**engager** dans de nombreuses activités sociales *ex. Une association sportive, un club de lecture... un parti politique, etc.* Ce qui distingue **l'engagement politique** d'autres formes d'activités sociales, c'est **sa finalité**.
- Ainsi des activités sociales peuvent faire figure **d'engagement politique** SI elles sont « susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du **système politique** » (doc.1. p.2)
- Donc l'engagement politique ne se limite pas à **l'engagement politique conventionnel**. *Ex : le vote, l'engagement politique dans un parti, la participation à une campagne électorale, etc.*
- Mais s'étend à **l'engagement politique non conventionnel** S'il met « en cause la légitimité du système » (doc.1. p.2) *Ex : (la manifestation, la grève, voire les actions violentes de casseurs, l'occupation illégale de locaux, la prise d'otage de patron d'usine, etc.)*
- Ainsi les formes de l'engagement sont multiples (**vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée**) et sont variables dans le temps et l'espace notamment quant à leur caractère **conventionnel** et **non conventionnel**

Dans le A

A. constats : idéal type* de l'individu engagé (Qui ?) ...

A.1. L'engagement politique dépend notamment de variables démographiques (âge et génération, sexe)

- Le **processus de socialisation différenciée selon le genre** explique **l'intériorisation** de stéréotypes genrés qui associent aux hommes des qualités qui seraient nécessaires à l'exercice de fonctions politiques et associées à la virilité. *Ex : « charisme, disponibilité, aisance oratoire, combativité, maîtrise technique »* (doc. 1 p.3)
- Ainsi Cette première explication de la **sous-représentation des femmes** en politique permet aussi d'expliquer **l'accumulation de capitaux (social, et symbolique notamment)** par les hommes. Ils écartent ainsi les femmes novices en politique qui ne disposent pas des mêmes **ressources sociales**. Cette inégale représentation revêt alors un caractère **structurel**, du fait de la **reproduction sociale**.
- Or il est difficile d'interrompre ce processus de **reproduction sociale**. Les changements peuvent donc se faire notamment par **l'engagement politique** contre le système de valeurs genrées. Ainsi, l'émergence d'un nouveau système s'inscrit dans le temps long.
- Enfin, au genre s'ajoute l'âge et les générations. L'engagement des individus est lié à leur âge mais surtout au cadre historique de leur **socialisation**. *Ex. la génération de mai 1968* (doc. p.4.). Les incitations à s'engager politiquement viennent donc aussi d'un **contexte socio historique** qui explique les différences **d'objets (sur quoi ?) et de formes (Comment ?)** de **l'engagement politique** en fonction des générations.

A.2 ... et de variables sociales (P.C.S., diplôme...).

- Les variables sociales sont aussi discriminantes que le genre, notamment la **PCS** d'appartenance souvent liée au niveau de **diplôme**.
- Cette appartenance sociale distingue les individus par les mêmes mécanismes de **socialisation différenciée** et d'**accumulation de capitaux** (économique, social, culturel) que ceux vus précédemment.
- Ainsi on assiste à une **sur-représentation des cadres** dans de nombreux domaines de l'engagement en particulier dans ceux donnant accès au **pouvoir politique**.

La participation politique désigne l'ensemble des activités **d'ordre politique** que peuvent avoir les individus au sein d'une société. [...] Philippe Braud définit la participation politique ainsi : « ensemble des activités, individuelles ou collectives, **susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique** ». [...]

La participation politique conventionnelle désigne toutes les activités politiques qui se déroulent dans **un cadre légal** sans remettre en cause **la légitimité du système** (le vote, l'engagement politique dans un parti, la participation à une campagne électorale, mais aussi, plus prosaïquement, la participation à une discussion politique ou le suivi de l'actualité politique dans les médias).

La participation non conventionnelle renvoie à toutes les formes de participation **protestataire** qui se situent aux marges, voire en rupture de la légalité et qui **mettent en cause la légitimité du système** (la **manifestation**, la grève, voire les actions violentes de casseurs, l'occupation illégale de locaux, la prise d'otage de patron d'usine).

Cette distinction peut cependant être critiquée :

- D'une part, **les frontières entre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas changent** selon les époques et les lieux. A titre d'exemple, la manifestation est rarement tolérée dans les dictatures, elle prend donc des chemins détournés (un enterrement peut être un prétexte à manifester comme on a pu le voir lors du printemps arabe de 2011).
- D'autre part, **les frontières entre légalité et illégalité ne sont pas étanches**. Dans certains cas, les militants ou les dirigeants politiques peuvent être amenés à commettre des actions illégales (collage sauvage d'affiches, recours à des financements occultes).

Source : Le politiste – Blog Lepolitiste.com

La participation politique désigne l'ensemble des activités **d'ordre politique** que peuvent avoir les individus au sein d'une société. [...] Philippe Braud définit la participation politique ainsi : « ensemble des activités, individuelles ou collectives, **susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique** ». [...]

La participation politique conventionnelle désigne toutes les activités politiques qui se déroulent dans **un cadre légal** sans remettre en cause **la légitimité du système** (le vote, l'engagement politique dans un parti, la participation à une campagne électorale, mais aussi, plus prosaïquement, la participation à une discussion politique ou le suivi de l'actualité politique dans les médias).

La participation non conventionnelle renvoie à toutes les formes de participation **protestataire** qui se situent aux marges, voire en rupture de la légalité et qui **mettent en cause la légitimité du système** (la **manifestation**, la grève, voire les actions violentes de casseurs, l'occupation illégale de locaux, la prise d'otage de patron d'usine).

Cette distinction peut cependant être critiquée :

- D'une part, **les frontières entre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas changent** selon les époques et les lieux. A titre d'exemple, la manifestation est rarement tolérée dans les dictatures, elle prend donc des chemins détournés (un enterrement peut être un prétexte à manifester comme on a pu le voir lors du printemps arabe de 2011).
- D'autre part, **les frontières entre légalité et illégalité ne sont pas étanches**. Dans certains cas, les militants ou les dirigeants politiques peuvent être amenés à commettre des actions illégales (collage sauvage d'affiches, recours à des financements occultes).

Source : Le politiste – Blog Lepolitiste.com

Les déterminants des engagements selon les organisations : variables démographiques, genre...

	Associations locales	Associations de bénévoles (loisirs)	Associations de défense d'intérêts	Mouvements	Partis*	Syndicats	Ensemble
	15	15	11	2	2	7	100
Sexe							
Hommes	49	50	51	59	70	73	48
Femmes	51	50	49	41	30	27	52

*Les faibles effectifs des militants dans les partis invitent à prendre avec prudence certains des résultats statistiques.

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus ayant répondu positivement aux variables relatives aux engagements. La colonne de droite fait apparaître les chiffres pour l'ensemble des individus concernés par l'enquête.

Source : Enquête "Histoire de vie – Construction des identités", INSEE, 2003

Les déterminants des engagements selon les organisations : variables démographiques, genre...

	Associations locales	Associations de bénévoles (loisirs)	Associations de défense d'intérêts	Mouvements	Partis*	Syndicats	Ensemble
	15	15	11	2	2	7	100
Sexe							
Hommes	49	50	51	59	70	73	48
Femmes	51	50	49	41	30	27	52

*Les faibles effectifs des militants dans les partis invitent à prendre avec prudence certains des résultats statistiques.

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus ayant répondu positivement aux variables relatives aux engagements. La colonne de droite fait apparaître les chiffres pour l'ensemble des individus concernés par l'enquête.

Source : Enquête "Histoire de vie – Construction des identités", INSEE, 2003

Les déterminants des engagements selon les organisations : variables sociales

	Associations locales	Associations de bénévoles (loisirs)	Associations de défense d'intérêts	Mouvements	Partis*	Syndicats	Ensemble
	15	15	11	2	2	7	100
Professions et catégories socio-professionnelles							
Agriculteurs	10	4	5	2	11	5	5
Artisans, commerçants	10	5	7	4	3	10	6
Cadres et prof. intell. sup.	15	19	25	27	15	17	9
Professions inter-médiaires	23	28	29	27	32	28	15
Employés	23	23	12	12	20	19	28
Ouvriers	13	12	15	10	17	12	26
Inactifs	6	9	7	18	2	9	11

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus ayant répondu positivement aux variables relatives aux engagements.

La colonne de droite fait apparaître la composition (structure) de la population enquêtée.

Source : Enquête "Histoire de vie – Construction des identités", INSEE, 2003

Les déterminants des engagements selon les organisations : variables sociales

	Associations locales	Associations de bénévoles (loisirs)	Associations de défense d'intérêts	Mouvements	Partis*	Syndicats	Ensemble
	15	15	11	2	2	7	100
Professions et catégories socio-professionnelles							
Agriculteurs	10	4	5	2	11	5	5
Artisans, commerçants	10	5	7	4	3	10	6
Cadres et prof. intell. sup.	15	19	25	27	15	17	9
Professions inter-médiaires	23	28	29	27	32	28	15
Employés	23	23	12	12	20	19	28
Ouvriers	13	12	15	10	17	12	26
Inactifs	6	9	7	18	2	9	11

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus ayant répondu positivement aux variables relatives aux engagements.

La colonne de droite fait apparaître la composition (structure) de la population enquêtée.

Source : Enquête "Histoire de vie – Construction des identités", INSEE, 2003

Les déterminants des engagements selon les organisations : variables sociales

	Associations locales	Associations de bénévoles (loisirs)	Associations de défense d'intérêts	Mouvements	Partis*	Syndicats	Ensemble
	15	15	11	2	2	7	100
Professions et catégories socio-professionnelles							
Agriculteurs	10	4	5	2	11	5	5
Artisans, commerçants	10	5	7	4	3	10	6
Cadres et prof. intell. sup.	15	19	25	27	15	17	9
Professions inter-médiaires	23	28	29	27	32	28	15
Employés	23	23	12	12	20	19	28
Ouvriers	13	12	15	10	17	12	26
Inactifs	6	9	7	18	2	9	11

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus ayant répondu positivement aux variables relatives aux engagements.

La colonne de droite fait apparaître la composition (structure) de la population enquêtée.

Source : Enquête "Histoire de vie – Construction des identités", INSEE, 2003

Les déterminants des engagements selon les organisations : variables sociales

	Associations locales	Associations de bénévoles (loisirs)	Associations de défense d'intérêts	Mouvements	Partis*	Syndicats	Ensemble
	15	15	11	2	2	7	100
Professions et catégories socio-professionnelles							
Agriculteurs	10	4	5	2	11	5	5
Artisans, commerçants	10	5	7	4	3	10	6
Cadres et prof. intell. sup.	15	19	25	27	15	17	9
Professions inter-médiaires	23	28	29	27	32	28	15
Employés	23	23	12	12	20	19	28
Ouvriers	13	12	15	10	17	12	26
Inactifs	6	9	7	18	2	9	11

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus ayant répondu positivement aux variables relatives aux engagements.

La colonne de droite fait apparaître la composition (structure) de la population enquêtée.

Source : Enquête "Histoire de vie – Construction des identités", INSEE, 2003

La sous-représentation des femmes parmi les candidats en position éligible s'explique d'abord par le fait que « **les hommes** sont objectivement **mieux dotés** que les femmes dans la course à l'investiture ». En effet, lorsqu'ils s'engagent dans cette compétition, les hommes sont, plus souvent que les femmes, des professionnels de la politique (**sortants ou cumulant plusieurs mandats**), ce qui leur donne objectivement plus de chances de gagner l'élection: ils sont **déjà connus** des électeurs et de la presse, ils **disposent d'un réseau** de soutiens politiques aux niveaux local et national et ont acquis préalablement les ficelles du métier politique, notamment **l'art de faire campagne** (animer des réunions électorales, tracter dans les marchés ...). Les élites des partis tendent donc à les sélectionner au détriment des **femmes**, plus souvent **novices en politique**. On voit ici à quel point l'hégémonie masculine du champ politique s'auto-entretient : le fait de détenir déjà du pouvoir augmente les chances d'en accumuler davantage.

Mais l'exclusion des femmes des candidatures n'est pas seulement le reflet du déficit « objectif » de ressources politiques des femmes. Si les procédures de sélection sont biaisées au profit des hommes, c'est aussi parce qu'elles sont imprégnées d'un certain nombre de **stéréotypes sexuels** ; les instances qui recrutent les candidats tendent en effet à associer le métier politique à des qualités pensées comme **viriles** : **charisme, disponibilité, aisance oratoire, combativité, maîtrise technique** par exemple. Il est ainsi couramment postulé (plus ou moins consciemment) que les femmes seront moins capables de résister physiquement et mentalement au combat électoral, de parler en public, de s'extraire de leur vie privée ou de susciter le respect des électeurs.

Laure BERENI, Sébastien CHAUVIN, Alexandre JAUNAIT, Anne REVILLARD,
Introduction aux gender studies. Manuel des études sur le genre, De Boeck Université, 2008.

La sous-représentation des femmes parmi les candidats en position éligible s'explique d'abord par le fait que « **les hommes** sont objectivement **mieux dotés** que les femmes dans la course à l'investiture ». En effet, lorsqu'ils s'engagent dans cette compétition, les hommes sont, plus souvent que les femmes, des professionnels de la politique (**sortants ou cumulant plusieurs mandats**), ce qui leur donne objectivement plus de chances de gagner l'élection: ils sont **déjà connus** des électeurs et de la presse, ils **disposent d'un réseau** de soutiens politiques aux niveaux local et national et ont acquis préalablement les ficelles du métier politique, notamment **l'art de faire campagne** (animer des réunions électorales, tracter dans les marchés ...). Les élites des partis tendent donc à les sélectionner au détriment des **femmes**, plus souvent **novices en politique**. On voit ici à quel point l'hégémonie masculine du champ politique s'auto-entretient : le fait de détenir déjà du pouvoir augmente les chances d'en accumuler davantage.

Mais l'exclusion des femmes des candidatures n'est pas seulement le reflet du déficit « objectif » de ressources politiques des femmes. Si les procédures de sélection sont biaisées au profit des hommes, c'est aussi parce qu'elles sont imprégnées d'un certain nombre de **stéréotypes sexuels** ; les instances qui recrutent les candidats tendent en effet à associer le métier politique à des qualités pensées comme **viriles** : **charisme, disponibilité, aisance oratoire, combativité, maîtrise technique** par exemple. Il est ainsi couramment postulé (plus ou moins consciemment) que les femmes seront moins capables de résister physiquement et mentalement au combat électoral, de parler en public, de s'extraire de leur vie privée ou de susciter le respect des électeurs.

Laure BERENI, Sébastien CHAUVIN, Alexandre JAUNAIT, Anne REVILLARD,
Introduction aux gender studies. Manuel des études sur le genre, De Boeck Université, 2008.

Le renouvellement politique de juin 2017 à l'Assemblée nationale a entraîné une forte augmentation de la part de femmes parmi les élus mais il ne s'est pas accompagné d'un renouvellement social. Si 4,6 % des députés sont **employés**, aucun n'est **ouvrier**, alors que **ces catégories représentent la moitié de la population active**, selon l'Institut Diderot. À l'inverse, **les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 76 % des élus, soit 4,4 fois plus que leur part dans la population active**. [...]

Il est bien difficile, quand on vient d'un milieu populaire, d'accéder à l'Assemblée nationale. Pour être candidat, il faut appartenir aux **réseaux** du pouvoir et tisser des liens qui dépassent la sphère politique (amis, relations de travail, etc.), **savoir et oser s'exprimer** en public. Il faut également pouvoir consacrer de longues heures à la politique au-delà de son **temps de travail** pour s'investir dans les réunions où les enjeux de pouvoir se décident. Les salariés les moins diplômés du secteur privé sont très défavorisés : en cas d'échec après un premier mandat, rien ne **garantit leur avenir professionnel**.

L'absence des milieux populaires résulte par ailleurs de deux grands facteurs : à la fois de l'effondrement du parti communiste (représentant historique de la classe ouvrière) et de l'embourgeoisement du parti socialiste, devenu un parti de diplômés. [...] **L'écart est considérable entre l'ampleur du débat suscité par l'absence des femmes au Parlement et celui, presque inexistant, sur la représentation des milieux populaires.** <https://www.inegalites.fr/L-Assemblee-nationale-ne-compte-quasiment-plus-de-representants-des-milieux-29/11/18>.

Le renouvellement politique de juin 2017 à l'Assemblée nationale a entraîné une forte augmentation de la part de femmes parmi les élus mais il ne s'est pas accompagné d'un renouvellement social. Si 4,6 % des députés sont **employés**, aucun n'est **ouvrier**, alors que **ces catégories représentent la moitié de la population active**, selon l'Institut Diderot. À l'inverse, **les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 76 % des élus, soit 4,4 fois plus que leur part dans la population active**. [...]

Il est bien difficile, quand on vient d'un milieu populaire, d'accéder à l'Assemblée nationale. Pour être candidat, il faut appartenir aux **réseaux** du pouvoir et tisser des liens qui dépassent la sphère politique (amis, relations de travail, etc.), **savoir et oser s'exprimer** en public. Il faut également pouvoir consacrer de longues heures à la politique au-delà de son **temps de travail** pour s'investir dans les réunions où les enjeux de pouvoir se décident. Les salariés les moins diplômés du secteur privé sont très défavorisés : en cas d'échec après un premier mandat, rien ne **garantit leur avenir professionnel**.

L'absence des milieux populaires résulte par ailleurs de deux grands facteurs : à la fois de l'effondrement du parti communiste (représentant historique de la classe ouvrière) et de l'embourgeoisement du parti socialiste, devenu un parti de diplômés. [...] **L'écart est considérable entre l'ampleur du débat suscité par l'absence des femmes au Parlement et celui, presque inexistant, sur la représentation des milieux populaires.** <https://www.inegalites.fr/L-Assemblee-nationale-ne-compte-quasiment-plus-de-representants-des-milieux-29/11/18>.

Introduction : Définir l'engagement politique

- Les individus peuvent s'**engager** dans de nombreuses activités sociales *ex. Une association sportive, un club de lecture... un parti politique, etc.* Ce qui distingue l'**engagement politique** d'autres formes d'activités sociales, c'est **sa finalité**.
- Ainsi des activités sociales peuvent faire figure d'**engagement politique** SI elles sont « susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique » (doc.1, p.2)
- Donc l'engagement politique ne se limite pas à l'**engagement politique conventionnel**. Ex : le vote, l'engagement politique dans un parti, la participation à une campagne électorale, etc.
- Mais s'étend à l'**engagement politique non conventionnel** S'il met « en cause la légitimité du système » (doc.1, p.2) Ex : (la manifestation, la grève, voire les actions violentes de casseurs, l'occupation illégale de locaux, la prise d'otage de patron d'usine, etc.)
- Ainsi les formes de l'engagement sont multiples (**vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée**) et sont variables dans le temps et l'espace notamment quant à leur caractère **conventionnel** et **non conventionnel**

A. Constats : idéal type* de l'individu engagé (Qui ?) ...

A.1. L'engagement politique dépend notamment de variables démographiques (âge et génération, sexe)

- Le **processus de socialisation différenciée selon le genre** explique l'**intériorisation** de stéréotypes genrés qui associent aux hommes des qualités qui seraient nécessaires à l'exercice de fonctions politiques et associées à la virilité. Ex : « charisme, disponibilité, aisance oratoire, combativité, maîtrise technique » (doc. 1 p.3)
- Ainsi Cette première explication de la **sous-représentation des femmes** en politique permet aussi d'expliquer l'**accumulation de capitaux (social, et symbolique notamment)** par les hommes. Ils écartent ainsi les femmes novices en politique qui ne disposent pas des mêmes **ressources sociales**. Cette inégale représentation revêt alors un caractère **structurel**, du fait de la **reproduction sociale**.
- Or il est difficile d'interrompre ce processus de **reproduction sociale**. Les changements peuvent donc se faire notamment par l'**engagement politique** contre le système de valeurs genrées. Ainsi, l'émergence d'un nouveau système s'inscrit dans le temps long.
- Enfin, au genre s'ajoute l'âge et les générations. L'engagement des individus est lié à leur âge mais surtout au cadre historique de leur **socialisation**. Ex. la **génération de mai 1968** (doc. p.4.). Les incitations à s'engager politiquement viennent donc aussi d'un **contexte socio historique** qui explique les différences **d'objets (sur quoi ?) et de formes (Comment ?) de l'engagement politique** en fonction des générations.

A.2 ... et de variables sociales (P.C.S., diplôme...).

- Les variables sociales sont aussi discriminantes que le genre, notamment la **P.C.S** d'appartenance souvent liée au niveau de **diplôme**.
- Cette appartenance sociale distingue les individus par les mêmes mécanismes de **socialisation différenciée** et d'**accumulation de capitaux** (économique, social, culturel) que ceux vus précédemment.
- Ainsi on assiste à une **sur-représentation des cadres** dans de nombreux domaines de l'engagement en particulier dans ceux donnant accès au **pouvoir politique**.

B. ... et engagement collectif ? problème(s) de l'action collective...

Introduction : Définir l'engagement politique

- Les individus peuvent s'**engager** dans de nombreuses activités sociales *ex. Une association sportive, un club de lecture... un parti politique, etc.* Ce qui distingue l'**engagement politique** d'autres formes d'activités sociales, c'est **sa finalité**.
- Ainsi des activités sociales peuvent faire figure d'**engagement politique** SI elles sont « susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique » (doc.1, p.2)
- Donc l'engagement politique ne se limite pas à l'**engagement politique conventionnel**. Ex : le vote, l'engagement politique dans un parti, la participation à une campagne électorale, etc.
- Mais s'étend à l'**engagement politique non conventionnel** S'il met « en cause la légitimité du système » (doc.1, p.2) Ex : (la manifestation, la grève, voire les actions violentes de casseurs, l'occupation illégale de locaux, la prise d'otage de patron d'usine, etc.)
- Ainsi les formes de l'engagement sont multiples (**vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée**) et sont variables dans le temps et l'espace notamment quant à leur caractère **conventionnel** et **non conventionnel**

A. Constats : idéal type* de l'individu engagé (Qui ?) ...

A.1. L'engagement politique dépend notamment de variables démographiques (âge et génération, sexe)

- Le **processus de socialisation différenciée selon le genre** explique l'**intériorisation** de stéréotypes genrés qui associent aux hommes des qualités qui seraient nécessaires à l'exercice de fonctions politiques et associées à la virilité. Ex : « charisme, disponibilité, aisance oratoire, combativité, maîtrise technique » (doc. 1 p.3)
- Ainsi Cette première explication de la **sous-représentation des femmes** en politique permet aussi d'expliquer l'**accumulation de capitaux (social, et symbolique notamment)** par les hommes. Ils écartent ainsi les femmes novices en politique qui ne disposent pas des mêmes **ressources sociales**. Cette inégale représentation revêt alors un caractère **structurel**, du fait de la **reproduction sociale**.
- Or il est difficile d'interrompre ce processus de **reproduction sociale**. Les changements peuvent donc se faire notamment par l'**engagement politique** contre le système de valeurs genrées. Ainsi, l'émergence d'un nouveau système s'inscrit dans le temps long.
- Enfin, au genre s'ajoute l'âge et les générations. L'engagement des individus est lié à leur âge mais surtout au cadre historique de leur **socialisation**. Ex. la **génération de mai 1968** (doc. p.4.). Les incitations à s'engager politiquement viennent donc aussi d'un **contexte socio historique** qui explique les différences **d'objets (sur quoi ?) et de formes (Comment ?) de l'engagement politique** en fonction des générations.

A.2 ... et de variables sociales (P.C.S., diplôme...).

- Les variables sociales sont aussi discriminantes que le genre, notamment la **P.C.S** d'appartenance souvent liée au niveau de **diplôme**.
- Cette appartenance sociale distingue les individus par les mêmes mécanismes de **socialisation différenciée** et d'**accumulation de capitaux** (économique, social, culturel) que ceux vus précédemment.
- Ainsi on assiste à une **sur-représentation des cadres** dans de nombreux domaines de l'engagement en particulier dans ceux donnant accès au **pouvoir politique**.

B. ... et engagement collectif ? problème(s) de l'action collective...